

Intégration de l'ODD4 dans la planification nationale de l'éducation

Education
2030



MESSAGES CLÉ

1. En septembre 2015, le monde a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030 avec 17 objectifs de développement durable (ODD). Le quatrième ODD met l'accent sur une éducation qui regroupe un ensemble cohérent de cibles interdépendantes pour assurer une éducation de qualité pour tous et des possibilités égales d'apprentissage tout au long de la vie.
2. L'ODD4 va au-delà d'une simple expansion de la portée et de la couverture du programme sur l'Education Pour Tous en plaçant l'apprentissage et l'équité au cœur du discours mondial sur l'éducation.
3. Il faut pour cela repenser l'éducation et envisager une nouvelle construction de l'éducation autour de l'apprentissage tout au long de la vie et dans toutes les circonstances de la vie et intégrer l'ODD4 dans la planification nationale de l'éducation.
4. Selon une enquête menée par l'UNESCO en 2016 pour mesurer l'état de préparation des pays d'Afrique subsaharienne au regard de l'intégration nationale de l'ODD4 : a) des lacunes importantes en matière de données, de politiques et de capacités doivent être prises en compte pour répondre à la nouvelle vision de l'éducation de qualité et de l'apprentissage pour tous ; b) les cycles nationaux de planification et les mécanismes efficaces de dialogue sectoriel au niveau des pays offrent d'importantes opportunités.
5. Il sera d'une importance capitale de s'appuyer sur les systèmes existants pour intégrer progressivement les cibles prioritaires de l'ODD et les stratégies et indicateurs pertinents dans les plans nationaux du secteur de l'éducation et leurs cadres de suivi et évaluation.

CIBLES ODD4

- 4.1 Enseignement primaire et secondaire universel
- 4.2 Activités de développement de la petite enfance et éducation préscolaire universelle
- 4.3 Égalité d'accès à un enseignement technique, professionnel et tertiaire
- 4.4 Compétences nécessaires à l'obtention d'un travail décent
- 4.5 Égalité des genres et inclusion
- 4.6 Alphabétisation des jeunes et des adultes
- 4.7 Éducation à la citoyenneté globale au service du développement durable
- 4.a Environnements d'apprentissage efficaces
- 4.b Bourses d'étude
- 4.c Formation d'enseignants et conditions de travail

1. LES NATIONS DU MONDE S'ENGAGENT EN FAVEUR D'UN PROGRAMME HOLISTIQUE ET UNIVERSEL POUR L'ÉDUCATION

Un nouveau programme transformateur et mobilisateur pour l'éducation - Éducation 2030 - reflète la vision de la Déclaration d'Incheon adoptée lors du Forum mondial sur l'éducation en mai 2015. En septembre 2015, lors de l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par l'Assemblée générale des Nations Unies, il a été considéré comme l'ODD4, qui appelle toutes les nations à : assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. Par la suite, le Cadre d'action Education 2030 a été adopté en novembre 2015, en marge de la 38e Conférence générale de l'UNESCO.

À l'aube du siècle, de Jomtien en 1990 à Dakar en 2000, le programme d'Education pour tous (EPT) a promu l'accès à l'éducation de base ainsi que sa qualité et sa pertinence à travers des moyens formels et non formels jusqu'en 2015. Les Objectifs du millénaire pour le développement ont éclipsé ce programme en mettant un accent particulier sur l'éducation primaire et la parité des genres dans l'éducation. En même temps, des plans d'action pour l'EPT ont été élaborés, souvent en parallèle avec les processus nationaux de planification de l'éducation.

Dans le cadre de la conception et de la formulation du programme d'éducation post-2015, des plateformes sur l'EPT ont été mobilisées et mises à profit aux niveaux mondial et régional par un processus généralisé, à plusieurs niveaux et participatif destiné à influencer le débat mondial sur les ODD, en particulier sur l'objectif en matière d'éducation.

2. ÉDUCATION 2030 - UNE NOUVELLE VISION POUR L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE QUI ACCORDE UNE PLACE CENTRALE À L'APPRENTISSAGE TOUT AU LONG DE LA VIE

Après que l'ère de l'EPT et des OMD ait atteint son point culminant, plus de 31 millions d'enfants d'âge scolaire primaire et 23 millions d'élèves du niveau secondaire moyen ne sont toujours pas scolarisés en Afrique subsaharienne (ASS) et plusieurs millions d'autres qui risquent de décrocher. Le chômage et le sous-emploi endémiques des jeunes, notamment les jeunes diplômés, constituent toujours une préoccupation majeure pour la croissance, la stabilité et le bien-être du continent.

Cette sombre situation soulève la question : les systèmes éducatifs sont-ils adaptés aux objectifs poursuivis ?

La vision de l'Éducation 2030 s'étend au-delà de l'accent mis sur la scolarisation en vue de l'apprentissage : en réponse aux changements socio-économiques, environnementaux et démographiques rapides, les systèmes éducatifs sont appelés à mettre à profit tous les moyens et modes d'apprentissage afin de garantir que les divers besoins d'apprentissage de tous les enfants, les jeunes et les adultes sont couverts par des systèmes d'apprentissage multiples et ouverts et par passerelles flexibles entre eux. L'accent mis sur le développement des compétences pour la vie et le travail nécessitera des approches novatrices en matière de facilitation de l'acquisition et la validation des compétences fondamentales et transversales dès le début et tout au long de la vie.

L'importance de l'équité et de l'inclusion exige un bon ciblage des politiques, des stratégies et de l'allocation des ressources dans le cadre des plans sectoriels de l'éducation axés sur les filles et les populations défavorisées. Assurer la qualité et la pertinence de l'apprentissage et des acquis de l'apprentissage est d'une importance primordiale dans la vision de l'éducation pour 2030. Un appel est lancé pour un développement humain complet en cultivant et en validant un large éventail de connaissances, de compétences et de valeurs.

Apprendre à vivre ensemble dans un monde où les différences et les préjugés persistants constituent toujours une source de conflits est essentiel pour atteindre la nouvelle vision de l'éducation. Le sentiment d'appartenance à notre humanité commune favorisé par des systèmes d'apprentissage qui promeuvent une citoyenneté responsable et active dans un monde de plus en plus mondialisé et qui inculquent des valeurs de collaboration, de paix et de démocratie est englobé dans l'ODD4. La centralité de l'éducation pour le développement durable à tous les niveaux d'apprentissage pousse à valoriser l'avenir par la manière dont nous abordons nos défis actuels, en vue de la construction de sociétés plus résilientes.

3. TENDANCES ET DÉFIS DU PAYS : QUEL EST L'ÉTAT DE PRÉPARATION DES SYSTÈMES NATIONAUX D'ÉDUCATION ?

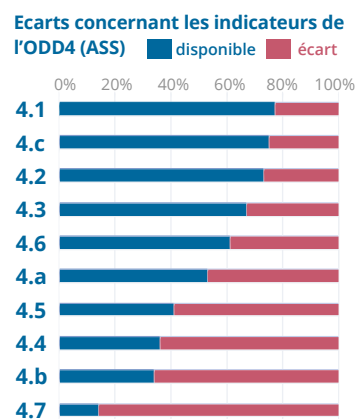
Reconnaissant que la responsabilité première des engagements en faveur de l'Éducation 2030 incombe aux gouvernements, une Consultation régionale sur l'ODD4-Éducation 2030 pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AOC) a rassemblé en novembre 2015 les responsables des ministères de l'éducation de 25 pays ainsi que d'autres intervenants clés nationaux et régionaux de l'éducation. L'Institut de Statistique de l'UNESCO (ISU) et le Bureau de l'UNESCO à Dakar ont ensuite mené conjointement une enquête rapide sur l'état de préparation des pays de l'ASS (février-mai 2016) en vue de :
- Mieux comprendre le contexte de la planification sectorielle

dans lequel les pays intégreront l'ODD4 et identifier les lacunes en termes de capacités/besoins de soutien ;
- Évaluer la disponibilité des données nécessaires à la production et au suivi des indicateurs de l'ODD4 et les lacunes en termes de capacités/besoins des pays.

3.1 Les objectifs et indicateurs de l'ODD4 sont inégalement reflétés dans la planification sectorielle de l'éducation, avec des lacunes importantes à combler en matière de données, de politiques et de capacités.

La disponibilité des données et d'indicateurs varient entre les cibles de l'ODD4 :

L'évaluation des capacités nationales relatives aux ensembles d'indicateurs mondiaux et thématiques de l'ODD4 a révélé que malgré la disponibilité dans la plupart des pays des indicateurs permettant de mesurer les progrès vers la cible 4.1 sur l'enseignement général universel et 4.c sur les enseignants, d'autres cibles telles que la 4.4 sur les compétences des jeunes et des adultes et la cible 4.7 sur l'éducation à la paix et au développement durable doivent être renforcées.



Source : Calcul effectué à partir de l'enquête sur l'état de préparation à l'ODD4 - ISU

En ce qui concerne l'état de préparation des pays à rendre compte des indicateurs désagrégés, les résultats de l'enquête indiquent que les systèmes actuels en ASS doivent renforcer les capacités pour produire des données et des indicateurs désagrégés, d'invalidité et de richesse.

Mesures recommandées en vue d'améliorer la disponibilité des données nationales en ASS :

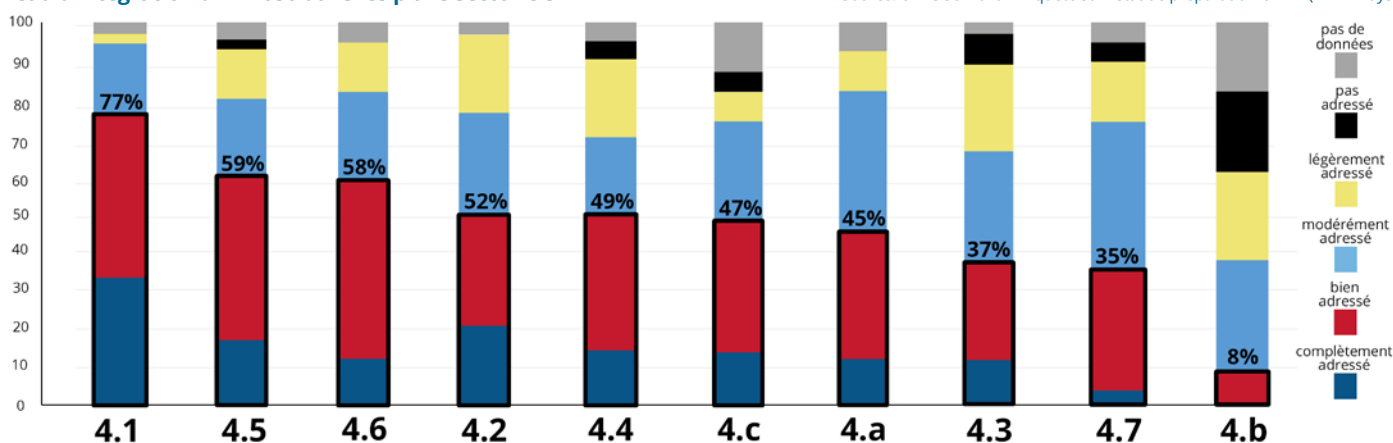
- Renforcer et adapter les systèmes d'information et de gestion de l'éducation (SIGE) à l'ODD4
- Développer des modules d'éducation dans des enquêtes auprès des ménages
- Améliorer les capacités de production de données sur les finances et les dépenses
- Communiquer des informations sur les évaluations d'apprentissage
- Renforcer le dialogue entre les acteurs nationaux en matière de statistiques de l'éducation

Intégration dans les cadres de suivi et d'évaluation (S & E) existants :

Des domaines thématiques tels que la « citoyenneté mondiale » et l'éducation à l'environnement reçoivent moins d'attention dans les cadres actuels de S & E. Les régions de l'AOC et de l'AOA (Afrique Orientale et Australe) ont enregistré des résultats similaires, à l'exception de

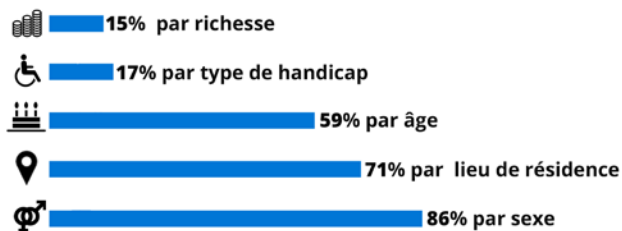
Niveau d'intégration d'ED 2030 dans les plans sectoriels

Source : UNESCO Dakar - Enquête sur l'état de préparation ODD4 (41/47 Pays ASS)



Niveau de désagrégation par groupe

Source : ISU-Enquête sur l'état de préparation à l'ODD4



l'éducation non formelle, qui représentait 89% des cadres de S & E dans l'AOC, contre seulement 44% des pays répondants de l'AOA. L'égalité des genres dans l'éducation était contenue dans 94% des cadres de S & E dans les pays de l'AOC et dans seulement 63% de ceux de l'AOA. De nouvelles exigences en matière de données entraîneront probablement des réformes du système de S & E dans de nombreux pays.

La coordination interministérielle peut représenter un défi : 46% des pays déclarent n'avoir qu'un seul ministère traitant de tous les niveaux et de tous les types d'éducation, le reste des pays ayant entre 2 et 4 ministères, avec des tendances différentes d'un pays à l'autre. Alors qu'en Afrique Orientale et Australe (AOA) 65% des pays interrogés disposent d'un seul ministère chargé de tous les aspects de l'éducation, ce chiffre est de seulement 29% en AOC. Ceci fait ressortir de possibles difficultés pour assurer la cohérence à l'échelle du système et la collaboration interministérielle pour élaborer et mettre en œuvre des politiques intégrées. Même lorsqu'un seul ministère couvre l'ensemble du secteur, la collaboration intersectorielle requise pour l'ODD4 peut encore présenter des défis importants à relever.

Parmi les autres défis cités par les pays répondants pour l'intégration de l'ODD4 dans les plans sectoriels, on peut citer : a) le financement des cibles ambitieuses, b) les faibles capacités, en particulier des enseignants et de gestionnaires de l'éducation pour répondre aux divers besoins en matière d'apprentissage c) l'inadéquation des cadres de S & E pour évaluer les dimensions « qualitatives » des systèmes éducatifs et d) la nécessité de plus d'orientations techniques, de plaidoyer et de communication sur le nouveau programme de l'éducation et son intégration dans la formulation et la mise en œuvre des politiques nationales.

3.2 Les résultats de l'enquête indiquent des opportunités pour l'intégration de l'ODD4

De nouveaux plans sectoriels de l'éducation (PSE) devraient être développés dans plus d'un tiers des pays interrogés au cours de la période 2016-2017, ce qui constituera un temps opportun pour prendre en compte les cibles de l'ODD4 et les engagements dans les politiques nationales et dans les cycles de planification nationale de l'éducation. D'autres pays profitent de la révision des politiques sectorielles et des plans existants pour intégrer les cibles et les engagements en matière d'ODD4.

Possibilités de réflexions sur l'ODD4 dans un environnement relativement propice au dialogue politique avec une représentation active des principaux intervenants : Presque tous les pays ont déclaré avoir mis en place des mécanismes de consultation et/ou de coordination avec divers intervenants et la majorité les a perçus comme étant efficaces. Les résultats ont également montré que les mécanismes sont plus efficaces lorsque les intervenants principaux ou directs (ex. les associations de parents, les syndicats d'enseignants et les conseils d'étudiants) sont activement engagés dans des dialogues et des revues). Les difficultés perçues, surtout parmi les parties prenantes « directes », étaient souvent le manque de consensus et la difficulté à identifier des représentants appropriés pour exprimer leurs préoccupations.

4. INTÉGRATION DE L'ODD4 DANS LES PLANS SECTORIELS DE L'EDUCATION

Les pays peuvent adopter une approche « théorie du changement » pour définir ou ajuster leurs objectifs nationaux de développement de l'éducation inspirés par la nouvelle vision de l'Éducation 2030. **Repenser les systèmes d'éducation et d'apprentissage** exigera qu'à toutes les étapes des cycles des politiques nationales et de la planification de l'éducation, de la collecte de données à l'analyse des systèmes et la définition des stratégies pertinentes au niveau national et des indicateurs correspondants, de nouvelles perspectives de l'Éducation 2030 soient prises en compte, y compris dans les pays touchés par des conflits et les pays fragiles. L'agenda holistique de l'ODD4 couvrant tous les domaines de l'éducation et de l'apprentissage doit être **intégré dans les plans nationaux du secteur de l'éducation.**

Une cartographie des lacunes en matière de politiques et de capacités par le biais d'**un dialogue sectoriel concerté et inclusif** utilisant les mécanismes existants tels que les Groupes locaux d'éducation peut être menée afin d'analyser les situations actuelles et les raisons de ces lacunes, en vue d'**identifier les options politiques et les compromis** et de cartographier l'intégration progressive des cibles de l'ODD4 pertinents dans les PSE et leurs plans d'action budgétisés. Tandis que certains objectifs sont fixés au niveau mondial (4.1, 4.2, 4.5, 4.6), obligeant les pays à définir des stratégies et des bases de référence nationales pour les atteindre, d'autres sont sous la forme « d'engagements » (4.3, 4.4, 4.7, 4. a, 4.c), ce qui nécessite une définition des cibles au niveau des pays pour les concrétiser en se concentrant sur un certain nombre de domaines en matière de politiques. Ce processus nécessite une réflexion sérieuse au niveau des pays autour de la signification du nouveau programme d'éducation et offre la possibilité de s'appuyer sur une vision des systèmes d'éducation et d'apprentissage qui soient inclusifs, pertinents et pour toute la vie. Les cadres régionaux et sous-régionaux d'éducation, comme la Stratégie continentale de l'Union africaine pour l'éducation en Afrique (CESA), doivent également être pris en considération.

Alors que certains pays peuvent être au début d'un nouveau cycle de politiques et de planification, d'autres continuent de mettre en œuvre les PSE existants et doivent identifier les points d'entrée où les politiques, les données et les capacités existantes peuvent être analysées à la lumière de l'ODD4 pour guider la (re) formulation des politiques et des stratégies, facilitant ainsi **un exercice de redéfinition des priorités et une réorientation des actions et des investissements, notamment ceux de toutes les parties prenantes de l'éducation autour d'un cadre unique de politiques et de résultats.**

Les périodes opportunes pourraient être au cours de l'évaluation/la préparation de nouveaux plans d'action annuels, triennaux ou à moyen terme, ou lors de revues sectorielles conjointes (RSC), servant non seulement de S & E et d'étapes de planification mais aussi d'instruments de révision des politiques et des stratégies. Les RSC peuvent

Étapes suggérées pour les pays en phase de mise en œuvre de PSE existant :

- Identifier les points d'entrée pour analyser les lacunes et les priorités
- Mettre l'analyse de la situation à jour, notamment des analyses des capacités institutionnelles et de mise en œuvre
- Mettre l'EMIS à jour
- Mener un dialogue participatif sur les compromis et la formulation des politiques

L'agenda de l'Éducation 2030 nécessite des réformes de planification et de gouvernance à l'échelle du système :

- Examen des cadres législatifs
- Planification et gestion solide des ressources regroupant les engagements en matière de ressources nationales et extérieures
- Structures et processus institutionnels pour une mise en œuvre efficace
- Des systèmes nationaux solides de suivi et de reddition des comptes
- Coordination intra et inter ministérielle

servir de plateformes importantes pour un dialogue politique national efficace et inclusif, pour la responsabilité mutuelle et la planification.

Lien avec un programme national d'ODD plus large :

Le choix des stratégies et des indicateurs à adopter et à contextualiser variera d'un pays à l'autre selon les contextes nationaux, les priorités de développement et les capacités institutionnelles et en matière de ressources, entre autres. Une approche intégrée sera nécessaire pour **une collaboration intersectorielle et intra gouvernementale plus systématique** afin de répondre aux domaines des modes de vie durables et de compétences de vie, à la diversité culturelle, à l'éducation à la santé et au bien-être, ainsi que pour intégrer d'autres secteurs cruciaux pour la réalisation de l'objectif de l'éducation comme le travail et l'environnement. De plus, il faut reconnaître la centralité de l'éducation en tant que contributrice à la réalisation de tous les ODD.

Des partenariats multipartites renforcés et diversifiés, notamment avec les gouvernements, les agences des Nations Unies, les organisations de la société civile, les agences bi/multilatérales, les milieux universitaires, les organisations de jeunesse, le secteur privé et les fondations, entre autres, jouent un rôle clé pour une mise en œuvre efficace. La société civile joue un rôle particulièrement important de par sa capacité de mobilisation sociale, d'innovation, de suivi et de reddition des comptes.

Le suivi est essentiel tout au long du processus : La mise en place de cadres nationaux de S & E robustes est nécessaire pour une mise en œuvre efficace des politiques et des plans adaptés à l'ODD4. La qualité, la suffisance et la pertinence des données existantes pour suivre les progrès vers la réalisation des cibles et des engagements concernant l'ODD4 doivent être évalués en mettant l'accent sur des domaines difficiles à mesurer tels que l'équité ainsi que la qualité et la pertinence de l'apprentissage. Les pays peuvent également réfléchir à des indicateurs supplémentaires, désagrégés et au niveau sous-national, afin de mesurer plus globalement, entre autres, l'adéquation des environnements d'apprentissage, la pertinence des résultats d'apprentissage et l'acquisition des compétences et valeurs appropriées.

RESSOURCES PROPOSÉES

OECD. (2016). *Better Policies for Sustainable Development: A New Framework for Policy Coherence*. Paris: OECD.

UNDESA. (2016). *Overview of institutional arrangements for implementing the 2030 Agenda at national level*. New York: UNDESA.

UNDESA. Smoke, P. and Nixon, H. (2016). *Sharing responsibilities and resources among levels of government: localizing the Sustainable Development Goals*. New York: UNDESA.

UNDG. (2015). *Mainstreaming the 2030 Agenda for Sustainable Development. Interim Reference Guide to UN Country Teams*. New York: UNDG.

Parmi d'autres éléments importants figurent la mise en place de SIGE à l'échelle du système, la planification de mesures visant à renforcer les capacités nationales et à assurer la durabilité de la production de données dans le contexte de l'ODD4, l'implication de différentes parties prenantes nationales et la coordination entre elles.

La mobilisation de ressources pour un financement adéquat de l'éducation, la production et la publication régulières de données et d'indicateurs financiers et le suivi transparent de tous les flux financiers contribueront à assurer une plus grande équité, une planification plus efficace et un meilleur suivi des engagements nationaux et externes concernant l'ODD4. En rassemblant les sources de financement de l'éducation dans un cadre commun, les comptes nationaux de l'éducation peuvent être utilisés pour mieux cibler les ressources éducatives et améliorer les décisions politiques.

5. COORDINATION MONDIALE ET RÉGIONALE, SUIVI ET APPUI AUX PAYS

Au niveau mondial, l'UNESCO a été chargée de diriger, de coordonner et de suivre la mise en œuvre du programme sur l'ODD4. Le Rapport mondial de suivi (GEM) sur l'éducation servira de mécanisme mondial de suivi et de notification sur l'ODD4 ainsi que sur les cibles liés à l'éducation des autres ODD. Les cadres et les mécanismes régionaux de coordination à l'appui de la mise en œuvre de l'ODD4 au niveau national doivent s'appuyer, dans la mesure du possible, sur les mécanismes et processus de coordination et de suivi existants et être liés à des mécanismes plus larges de coordination des ODD au niveau national, régional et mondial, tout en promouvant la mutualisation des ressources et la coopération au sein et entre les régions. Au sein de l'ASS, un Groupe régional de coordination sur l'ODD4 en Afrique de l'Ouest et du Centre (GCR4-AOC) a été créé en mai 2016 et regroupe des représentations régionales d'un large éventail d'organisations intergouvernementales, de la société civile et multilatérales soutenant le développement de l'éducation dans l'AOC en vue d'appuyer la contextualisation et l'intégration de l'Éducation 2030 dans la planification nationale de l'éducation.

Une approche systémique évitant les processus parallèles / fragmentés:

- Intégrer les cibles contextualisées de l'ODD4 dans les cycles de planification/politiques éducatives nationaux
- Aligner les priorités politiques avec les objectifs nationaux plus larges de développement durables
- Prioriser et utiliser une approche graduelle centrée sur le renforcement des capacités nationales
- Renforcer le dialogue sectoriel participatif et inclusif à toutes les étapes

Une repensé et nouvelle construction de l'éducation autour de l'apprentissage tout au long de la vie

UNESCO. (2013) *Handbook on education policy analysis and planning*. Volume 1: Education Policy Analysis. Bangkok: UNESCO.

UNESCO. (2016). *Rethinking Education and SDG4 Briefing Notes*. Paris: UNESCO.

UNESCO-UIS (2016). *Laying the Foundation to Measure Sustainable Development Goal 4*. Montreal: UIS.

United Nations Sustainable Development Solutions Network. (2015). *Getting Started with the Sustainable Development Goals*. New York: UNSDSN.

Cette note a été préparée par Lily Neyestani-Hailu. L'auteur tient à remercier Gwang-Chol Chang, Sobhi Tawil et Raphaëlle Martinez Lattanzio pour leur analyse critique et leur perspicacité.

Les idées et les opinions exprimées dans cette note sont celles de l'auteur ; elles ne sont pas forcément celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.